

## **RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS POUR CONGÉ MALADIE**

**Annule et remplace la délibération précédente 2021\_029**

**Autorisant le recrutement d'un agent contractuel**

**Conformément aux dispositions de l'article 3-1 de la loi 84-53 du 26.01.1984 modifiée**

Madame la Présidente fait part à l'assemblée qu'en application de l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, il est possible de recruter des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un détachement de 6 mois maximum, d'un détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un corps ou cadre d'emplois de fonctionnaires ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à un corps ou cadre d'emplois, d'une disponibilité de 6 mois maximum prononcée d'office, de droit, ou sur demande pour raisons familiales, d'un congé annuel, d'un congé de maladie, d'un congé de longue maladie, d'un congé de longue durée, d'un temps partiel thérapeutique, d'un CITIS (Congé d'Invalidité Temporaire Imputable au Service), d'un congé de maternité, paternité ou pour adoption, d'un congé parental, accueil de l'enfant ou d'un congé de présence parentale, d'un congé de solidarité familiale, congé de proche aidant, congé de formation professionnelle ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelles, de sécurité civile ou sanitaire ou en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale. Il précise également que pour ces motifs, les contrats sont établis pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Elle propose d'ouvrir au budget, les crédits nécessaires au paiement de cette catégorie de personnel.

Elle demande l'autorisation de recruter, en fonction des besoins énumérés ci-dessus et dans la limite des crédits votés, des agents contractuels

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré, décide :

- d'ouvrir les crédits nécessaires au paiement des agents contractuels.
- d'autoriser Madame la Présidente à recruter des agents contractuels dans les conditions suivantes :

<b>Emplois pouvant être momentanément pourvus dans les conditions de l'article 3-1 de la loi 84-53 énumérées ci-dessus</b>	<b>Durée Hebdo. du remplacement</b>	<b>GRADE CORRESPONDANT</b>	<b>NIVEAU de RÉMUNÉRATION</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Assistant de direction</li> <li>✓ Chargée de mission</li> <li>✓ Adjoint administratif</li> <li>✓ Assistant de conservation principal 1<sup>ère</sup> classe</li> <li>✓ Adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe</li> <li>✓ Adjoint technique</li> </ul>	Durée inférieure ou égale, au vu des nécessités de services, à la durée hebdo. du poste de travail fixé par le tableau des emplois permanents	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Secrétaire de mairie</li> <li>✓ Attaché</li> <li>✓ Adjoint administratif</li> <li>✓ Assistant de conservation</li> <li>✓ Adjoint administratif</li> <li>✓ Adjoint technique</li> </ul>	Du 1 <sup>er</sup> échelon à un échelon doté d'un indice majoré inférieur ou égal à celui détenu par le titulaire du poste, au vu du profil du remplaçant

Ainsi fait et délibéré le 29 juin 2022

NB : commentaires sur le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale, consultables sur le site [www.cdg32.fr](http://www.cdg32.fr)

